

C.S.J. du 12 décembre 2002, n° 26629 du rôle

La restriction inscrite au point 2 de l'article 32 - «à moins qu'il n'y ait attribution d'une pension d'invalidité» - n'exige pas, pour faire cesser le contrat de travail, qu'une pension d'invalidité soit attribuée, mais vise uniquement l'hypothèse dans laquelle, avant l'épuisement des droits à l'indemnité pécuniaire de maladie, le salarié se voit accorder une pension d'invalidité, la cessation du contrat de travail s'opérant dans ce cas, comme prévu à l'article 32, alinéa premier le jour de la décision d'attribution de la pension d'invalidité.

Lorsque, comme en l'espèce, il n'y a pas attribution d'une pension d'invalidité, la cessation du contrat de travail a lieu le jour de l'épuisement des droits du salarié à l'indemnité pécuniaire de maladie, tel que prévu à l'article 14, alinéa 2 du code des assurances sociales, soit en l'occurrence à la date d'expiration de 52 semaines, le 17 juin 2001.

(Marc Feyereisen, Code du travail annoté – Janvier 2010, page 331)